

Keyrus



Rapport Financier Semestriel 30 JUIN 2014

Keyrus

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL 4.319.467,50 €
SIEGE SOCIAL : 155, RUE ANATOLE FRANCE 92300 LEVALLOIS-PERRET
400 149 647 RCS NANTERRE

SOMMAIRE

I RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{er} SEMESTRE 2014

II PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SEMESTRE A VENIR

III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2014

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

BILAN CONSOLIDE

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

IV RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2014

V DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

I- RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1. Faits marquants de la période

Le Groupe **Keyrus** enregistre un chiffre d'affaires consolidé au premier semestre 2014 de 82.1M€, en progression de 2,7% (+3,4% à périmètre et taux de change constants). Cette croissance est principalement tirée par les activités Mid-Market qui progressent fortement (Chiffre d'affaires publié en hausse de 6,6% par rapport au 30 juin 2013). Les activités Grands Comptes connaissent, quant à elles, un premier semestre en progression plus modérée (+1,3% du chiffre d'affaires en données publiées), mais toutefois satisfaisante au regard du marché.

Les activités Grands Comptes ont vu leur chiffre d'affaires demeurer stable au premier semestre (+1,3% en données publiées et 1,0% en organique). Ce repli en données organiques est lié, d'une part, à la baisse du chiffre d'affaires sur certaines zones géographiques du Groupe (Canada, Belgique) du fait de réorganisations opérationnelles et, d'autre part, à la baisse de chiffre d'affaires licences sur l'activité de Business Intelligence en France.

La croissance des activités Mid-Market au premier semestre 2014 s'élève à 6,6% (+10,3% à taux de change et périmètre constants). Une performance remarquable pour **Absys Cyborg** - la filiale spécialiste du Mid-Market du Groupe **Keyrus** - qui s'explique notamment par une forte reprise des ventes de licences sur ce semestre et plus globalement par la robustesse du business model construit ces dernières années. La prise de commandes étant globalement bien orientée, la croissance de ces activités devrait se poursuivre sur le second semestre, même si la conjoncture de ce marché demeure plutôt volatile.

Acquisitions de la période

Durant le premier semestre 2014, le Groupe Keyrus a acquis des titres dans différentes sociétés :

- Up Génération : entrée dans le capital à hauteur de 80%. Société de conseil spécialisée dans la relation client et la mise en place d'outils de CRM
- Rheims : rachat de 70% du capital. Société brésilienne spécialisée dans le CPM/EPM (outils de management de la performance)
- BIPB : rachat de 51% du capital. Société londonienne spécialisée en data intelligence et data discovery, implantée principalement au Royaume Uni et aux Etats-Unis

2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du groupe Keyrus se décompose comme suit :

- Grands Comptes : 59,4M€
- Mid Market : 22,7M€

3. Résultats

Le résultat opérationnel courant du premier semestre 2014 s'élève à 2,5M€, contre 1,9M€ au premier semestre 2013, avec une nette progression des activités MM dans la part globale du groupe. Le groupe Keyrus réalise une croissance organique de +3,4% sur le premier semestre 2014 avec une nouvelle dynamique sur les activités Mid-Market. Sur les activités Grands Comptes, les efforts continus du groupe en termes d'innovation et de positionnement des offres de Data Intelligence et de Digital Experience, ainsi que la verticalisation des offres au travers des activités de Management Consulting, seront le principal vecteur de croissance pour les prochaines années.

Le résultat opérationnel s'élève à 2,1M€ contre 1,8M€ au premier semestre 2013. Il enregistre un certain nombre de coûts non récurrents (0,4M€).

Le coût de l'endettement financier est de 692K€ contre 549 K€ au 1^{er} semestre 2013. Le résultat financier intègre également d'autres produits et charges financiers (produits de désactualisation et pertes de change principalement) pour un montant net de 367 K€.

Le résultat avant impôt ressort donc à 1,7 M€ contre 1,4 M€ au 30 juin 2013.

La charge d'impôts totale est en hausse à (1,0)M€ contre (0,9)M€ au 30 juin 2013. Cependant, l'impôt exigible est en baisse et la hausse provient des impôts différés, donc sans impact de trésorerie immédiat.

Le résultat net s'établit à 0,7 M€, en hausse par rapport au 30 juin 2013 (0,4M€).

Le résultat net par action (dilué) ressort à 5 centimes par action contre 3 centime au premier semestre 2013.

4. Flux de trésorerie

La trésorerie s'élève à 15,3M€ au 30 juin 2014, en baisse de 1,3M€ par rapport au 31 décembre 2013.

La dette financière brute (hors put, earn-out et dettes sur acquisitions de filiales) augmente de 7,1M€ passant de 32,2€ à 39,3M€. Cette hausse provient principalement de la mobilisation du CIR 2012.

La dette nette s'élève à 23,9M€ au 30 juin 2014 contre 22,7M€ un an auparavant. Comme l'année dernière, le groupe voit sa dette nette augmenter significativement sur le premier semestre (+8,5 M€, à comparer à +8,2 M€ au premier semestre 2013), principalement du fait d'un besoin en fonds de roulement plus important résultant de la saisonnalité de l'activité, de la croissance de l'activité et d'investissements autofinancés par le groupe.

5. Bilan

Les actifs non courants, constitués en grande partie par le goodwill (42,1M€) et des créances à plus d'un an relatives au Crédit Impôt Recherche (22,0M€) ressortent à 74,3M€ au 30 juin 2014 contre 69,5M€ au 31 décembre 2013.

Les actifs courants restent stable à 83,6M€ contre 83,7M€ au 31 décembre 2013.

Les capitaux propres consolidés baissent légèrement à 33,7M€ au 30 juin 2014 contre 34,3M€ au 31 décembre 2013. Cette baisse résulte intégralement de retraitements IFRS liés aux actions d'auto-contrôle.

Les passifs non courants passent de 23,7M€ au 31 décembre 2013 à 30,5M€ au 30 juin 2014. Cette augmentation est essentiellement liée au financement du CIR 2012.

Les passifs courants s'élèvent à 93,7M€ au 30 juin 2014 contre 95,1 M€ au 31 décembre 2013, reflétant la saisonnalité récurrente de l'activité.

6. Principales transactions avec les parties liées

L'ensemble des transactions concerne des opérations courantes entre les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

7. Evénements postérieurs

Pas d'événement significatif postérieur à la clôture.

8. Description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice

Les principaux facteurs de risque auxquels le groupe Keyrus pourrait être confronté sont détaillés au chapitre 1.7 du Rapport de Gestion, présent dans le document de référence 2013 enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 30 avril 2014 sous le numéro D.14-0472.

Le groupe n'a pas connaissance de nouveaux risques significatifs que ceux présentés dans le document de référence 2013.

II- PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SEMESTRE A VENIR

Dans le contexte actuel, nos deux secteurs d'activité font face à des situations de marché différentes.

Nos activités Grands Comptes bénéficient d'un marché assez dynamique. Elles aident en effet les grandes organisations, souvent très internationales, à exploiter les données et informations disponibles pour améliorer leur performance et développer leurs affaires. Ce domaine d'activité connaît néanmoins ses difficultés propres, liées à la concurrence importante entre les divers prestataires de service et à la complexité grandissante des projets et des technologies.

Nos activités Mid-Market, principalement françaises, connaissent un marché en reprise sur le premier semestre. Elles bénéficient d'une récurrence plus grande de leurs prestations, en raison d'une base clients installée importante. Ce socle d'activité solide nous permet de passer un cap de moindre activité en ventes de nouveaux projets et revente des licences logicielles pour les réaliser. Cependant, il s'agit d'un marché très fluctuant qui incite à rester prudent quant à l'évolution à venir de l'activité.

Dans les deux cas, nous mettons l'accent sur la qualité de nos prestations et de nos relations clients et envisageons pour le groupe la poursuite de la croissance au deuxième semestre.

III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2014

KEYRUS

I. — Compte de résultat consolidé

En milliers d'€	Notes	30/06/2014 6 mois	30/06/2013 6 mois	31/12/2013 12 mois
Chiffre d'affaires	5	82 109	79 944	158 904
Autres produits de l'activité		307	210	401
Total produits des activités ordinaires		82 417	80 154	159 305
Achats consommés		-28 193	-27 756	-56 069
Charges de personnel	6	-51 673	-49 564	-93 111
Impôts et taxes		-973	-896	-1 837
Dotations aux Amortissements	11	-593	-660	-1 319
Dotations et Reprises de provision & Pertes de valeur		1 767	1 001	-1 254
Autres produits et charges opérationnels		-248	-385	-1 076
Résultat Opérationnel Courant		2 504	1 894	4 639
Autres produits opérationnels	7	280	972	1 274
Autres charges opérationnelles	7	-720	-1 057	-1 545
Résultat Opérationnel		2 063	1 809	4 367
Coût de l'endettement financier net	8	-692	-549	-1 082
Autres produits et charges financiers	8	367	126	51
Résultat avant impôt		1 739	1 386	3 336
Impôts sur le résultat	9	-1 003	-938	-1 682
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		-	-	-
Résultat net		735	448	1 655
Dont:				
Part du Groupe		842	472	1 506
Part des minoritaires		-107	-24	149
Résultat par action		0,05	0,03	0,11
Résultat dilué par action		0,05	0,03	0,11

II. — Etat du résultat global consolidé

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2014 6 mois	30/06/2013 6 mois	31/12/2013 12 mois
Résultat net de l'ensemble consolidé	735	448	1 655
Autres éléments du résultat global :			
Eléments ne devant pas être reclassés en résultat net :			
<i>Sous total des éléments ne devant pas être reclassés</i>			
Eléments devant être reclassé ultérieurement en résultat net :			
- Ecart de conversion	-37	-240	-724
- Réévaluation des instruments dérivés de couverture		54	128
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies			
- Impôts sur les éléments devant être reclassés	-9	57	144
<i>Sous total des éléments devant être reclassés</i>	<i>-46</i>	<i>-129</i>	<i>-451</i>
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres nets d'impôts	-46	-129	-451
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	689	320	1 204
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>785</i>	<i>324</i>	<i>1 044</i>
<i>Dont part des intérêts minoritaires</i>	<i>-96</i>	<i>-5</i>	<i>159</i>

III. — Bilan consolidé

ACTIF	Notes	En milliers d'€		
		30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Goodwill	10	42 116	38 990	39 432
Immobilisations Incorporelles	11	762	789	921
Immobilisations Corporelles	11	2 321	2 078	2 473
Autres actifs non courants	12	25 525	23 810	19 158
Impôts différés actifs		3 533	3 825	3 744
Total Actif Non Courant		74 258	69 492	65 729
Stocks et en cours	13	6	6	5
Créances clients et autres débiteurs	14	68 214	66 791	68 564
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	15 419	16 859	8 910
Total Actif Courant		83 639	83 657	77 478
Total de l'actif		157 897	153 149	143 207
PASSIF	Notes	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Capital		4 241	4 241	4 241
Primes d'émission		20 942	20 942	20 942
Réserves consolidées		7 813	7 598	8 191
Résultat consolidé		842	1 506	472
Capitaux Propres Part du Groupe		33 839	34 287	33 848
Intérêts minoritaires		-164	104	-84
Total des capitaux propres		33 675	34 391	33 764
Provisions	16	7 945	8 709	6 917
Passif financiers	17	22 323	14 717	18 785
Impôts différés passifs		257	232	166
Total Passif Non Courant		30 525	23 657	25 869
Provisions	18	1 707	2 200	1 521
Passifs financiers	19	21 320	20 753	16 157
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	20	20 246	22 251	18 535
Dettes fiscales et sociales	20	32 333	32 217	30 864
Autres passifs	20	18 092	17 679	16 498
Total Passif Courant		93 698	95 100	83 574
Total du passif		157 897	153 149	143 207

IV — Tableaux des flux de trésorerie consolidés

OPERATIONS	En Lilliers d'€		
	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
	Résultat net	735	448
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	44	16	199
Dotations nettes Amortissements et pertes de valeurs	-753	-343	2 878
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		21	-49
Plus et moins-values de cession	2	-192	-81
Quote-part de résultat liée aux SME			
Résultat de dilution			
Elim. des autres charges et produits calculés	47	90	137
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	75	42	4 739
Coût de l'endettement financier net	692	549	1 082
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	1 003	938	1 682
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt	1 770	1 529	7 503
Impôts versés	-875	-696	-1 670
Variation du BFR	-5 625	-7 370	-3 922
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-4 730	-6 537	1 912
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-767	-333	-620
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		400	400
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières			
Encaissements liés aux cessions titres consolidés			
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-184	-33	-250
Incidence des variations de périmètre	-1 209	-1 003	-742
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-2 160	-969	-1 212
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital			
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options			
Rachats et reventes d'actions propres	-1 097	-46	-182
Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-1 650	-1 695	-4 903
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	8 992	2 743	6 980
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	-692	-549	-1 082
Autres flux liés aux opérations de financement			
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	5 553	453	812
Incidence des variations des cours des devises	4	-26	-319
Incidence des changements de principes comptables			
Variation de trésorerie	-1 333	-7 078	1 193
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à l'ouverture	16 608	15 416	15 416
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à la clôture (Note 15)	15 276	8 337	16 608

V — Variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Capital Social	Prime d'émission	Réserves de consolidation	Différence de conversion	Résultat consolidé	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Solde au 31/12/2012	4 241	20 942	6 612	835	1 812	34 444	117	34 561
Affectation résultat & reclassement			1 812		-1 812			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			273	-734		-461	10	-451
Résultat 2013					1 506	1 506	149	1 655
<i>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>			273	-734	1 506	1 044	159	1 204
Augmentation de capital								
Stocks options			-53			-53	4	-49
Variation de l'auto détention			-182			-182		-182
Variation de périmètre ou de % d'intérêt sans perte de contrôle			-628			-628	-173	-801
Put sur intérêts minoritaires			-351			-351	9	-341
Autres			13			13	-13	
Solde au 31/12/2013	4 241	20 942	7 496	102	1 506	34 287	104	34 391
Affectation résultat & reclassement			1 506		-1 506			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-9	-48		-57	11	-46
Résultat 2014					842	842	-107	735
<i>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>			-9	-48	842	785	-96	689
Augmentation de capital								
Stocks options								
Variation de l'auto détention			-1 097			-1 097		-1 097
Variation de périmètre ou de % d'intérêt sans perte de contrôle			-125			-125	-172	-297
Put sur intérêts minoritaires								
Autres			-11			-11		-11
Solde au 30/06/2014	4 241	20 942	7 759	54	842	33 839	-164	33 675

VI — Notes annexes

(Les montants sont exprimés en K€ sauf mention contraire)

GENERALITES

Keyrus (« la Société ») est une société anonyme, de droit français. Les actions de la Société sont admises à la cote du marché Euronext de Nyse Euronext compartiment C (small caps) de la Bourse de Paris.

Les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2014 reflètent la situation comptable de Keyrus et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises. Ils sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche.

Le conseil d'Administration a arrêté les états financiers semestriels consolidés le 19 septembre 2014 et donné son autorisation de publication des comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2014.

Note 1. – Principes comptables

Les comptes semestriels consolidés résumés 2014 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et à la norme IAS 34 sur les arrêts intermédiaires.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés semestriels de Keyrus et de ses filiales (ci après le « Groupe ») qui sont publiés au titre du premier semestre 2014 sont établis suivant les normes comptables internationales : International Financial Reporting Standards (ci après « IFRS »), telles qu'adoptées dans l'Union Européenne et d'application obligatoire au 30 juin 2014. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), c'est à dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (« IAS ») et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (« SIC »).

Pour rappel, dans le cadre des options offertes par la norme IAS 1, le Groupe avait décidé en 2005 :

- de ne pas procéder au retraitement rétrospectif des écarts d'acquisition constatés avant le 1er janvier 2004 ;
- de transférer en « réserves consolidées » les écarts de conversion cumulés au 1er janvier 2004 ;
- de comptabiliser les écarts actuariels sur les engagements envers les salariés non encore constatés au 1er janvier 2004 en provisions pour retraites en contrepartie des capitaux propres.

Toutes les normes et interprétations appliquées par le groupe Keyrus dans les présents comptes sont compatibles avec les directives européennes d'une part et les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne d'autre part. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Evolution des règles et méthodes comptables

Nouvelles normes, amendements et interprétations adoptées par l'Union Européenne et obligatoires pour l'exercice 2014

Les nouveaux textes publiés par l'IASB et d'application obligatoire en 2014 n'ont pas eu d'effet significatif pour le Groupe :

- IFRS 10 – Etats financiers consolidés
- IFRS 11 – Accords conjoints
- IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités
- Amendements à IFRS 10,11,12 - Dispositions transitoires;
- Amendements à IAS 27 - Etats financiers individuels;
- Amendements à IAS 28 - Participation dans des entreprises associées et dans des coentreprises;

Nouvelles normes, amendements et interprétations adoptées par l'Union Européenne et obligatoires pour les exercices 2015 et suivants

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les nouvelles normes et autres amendements et interprétations approuvés par l'Union européenne, notamment :

- IFRIC 21 – Droits ou taxes
- IFRS 14 – Comptes de reports réglementaires (activités régulées)
- Amendements à IFRS 11 – Acquisition d'une participation dans une JO
- Amendements de IAS 16 et IAS 38 – Clarification sur les modes d'amortissement acceptables
- IFRS 15 – Comptabilisation des produits (chiffre d'affaires)
- IFRS 9 – Instruments financiers

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les nouvelles normes et autres amendements de normes et interprétations non encore approuvés par l'Union européenne, notamment :

- Amendements à IAS 19 – Contribution des membres du personnel

Le Groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes.

Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés : les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

1) Méthodes de consolidation :

a) Les filiales (sociétés contrôlées) sont consolidées par intégration globale. Par contrôle on entend le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités, le pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Toutes les transactions internes sont éliminées en consolidation.

b) Les entreprises associées sont toutes les entités dont le Groupe ne détient pas le contrôle, mais sur lesquelles il exerce une influence notable qui s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20% et 50% des droits de vote. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement comptabilisées à leur coût. La participation du Groupe dans les entreprises associées comprend le goodwill (net de tout cumul de pertes de valeur) identifié lors de l'acquisition. La quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées postérieurement à l'acquisition est comptabilisée en résultat consolidé. Lorsque la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure ou égale à sa participation dans l'entreprise associée, y compris toute créance non garantie, le Groupe ne comptabilise pas de pertes additionnelles, sauf s'il a encouru une obligation ou effectué des paiements au nom de l'entreprise associée. Les gains latents sur les transactions entre le Groupe et ses

entreprises associées sont éliminés en proportion de la participation du Groupe dans les entreprises associées. Les pertes latentes sont également éliminées, à moins qu'en cas d'actif cédé, la transaction n'indique une perte de valeur. Les méthodes comptables des entreprises associées ont été modifiées lorsque nécessaire afin de les aligner sur celles adoptées par le Groupe. Les gains et les pertes de dilution dans les entreprises associées sont comptabilisés au compte de résultat.

2) **Regroupements d'entreprises** : Ces regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart résiduel de l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est comptabilisé en tant qu'actif, en goodwill. Si, après ré estimation, la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

3) **Intérêts minoritaires** : lorsque la prise de contrôle est inférieure à 100%, la norme IFRS 3 révisée offre l'option, disponible pour chaque regroupement d'entreprise, de comptabiliser l'écart d'acquisition soit sur une base de 100%, soit sur la base d'un pourcentage d'intérêt acquis (sans modification ultérieure en cas de rachat complémentaire de participations ne donnant pas le contrôle). La participation ne donnant pas la contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires) est ainsi évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part dans l'actif net identifiable.

Pour les acquisitions d'intérêts complémentaires d'une filiale, réalisées à partir du 1er janvier 2010 et qui ne modifient pas le contrôle exercé sur cette filiale, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés acquise est constaté en capitaux propres part du Groupe, sans changer la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris l'écart d'acquisition. La part de ces acquisitions payée en numéraire, nette des frais d'acquisition associés, est classée en flux de trésorerie liées aux opérations de financement du tableau des flux de trésorerie consolidés

En application de IAS 32 lorsque les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle disposent d'options de vente de leur participation au Groupe, une dette financière est constatée à la date de clôture pour un montant correspondant à la juste valeur de l'option.

La contrepartie de la dette induite par ces engagements est :

- D'une part l'élimination de la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle correspondants ;
- D'autre part, une diminution des capitaux propres part du Groupe : l'écart entre le prix d'exercice des options accordées et la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle est présenté en diminution des « résultats accumulés ». Cette rubrique est ajustée

à la fin de chaque période en fonction de l'évolution du prix d'exercice des options et de la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle.

4) **Conversion des comptes exprimés en monnaies étrangères** : Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste « Réserve de conversion ».

Les goodwill et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont donc exprimés dans la devise fonctionnelle de l'entité et sont convertis au taux de clôture.

5) **Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères** : Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat (en autres produits et charges financiers) à l'exception des écarts sur les emprunts en monnaie étrangère qui constituent une couverture d'un investissement net dans une entité étrangère. Ceux-ci sont directement imputés sur les capitaux propres jusqu'à la sortie de l'investissement net.

6) **Immobilisations incorporelles et corporelles**. : Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est bien inférieure à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession. Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

a) **Autres immobilisations incorporelles** : Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont principalement des goodwill et des logiciels. Au sein des goodwill, seuls les relations clients sont amorties, sur 5 ans. Les logiciels sont soit acquis ou créés, à usage interne et généralement amortis linéairement sur une durée de 3 ans au maximum.

Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie. Toutes les immobilisations incorporelles (hors goodwill) sont amorties sur leur durée de vie estimée.

b) Immobilisations corporelles : Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

Agencements, Installations techniques	8 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	5 ans
Mobilier	8 ans

Le mode d'amortissement utilisé par le groupe est le mode linéaire.

Les biens financés par un contrat de crédit-bail ou de location de longue durée, qui en substance transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

7) **Goodwills** : Les goodwill représentent l'excédent du coût d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables de la filiale à la date d'acquisition. Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les titres des participations. Les goodwill comptabilisés séparément font l'objet, une fois par an, d'un test de dépréciation. La méthodologie retenue consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des entités opérationnelles du groupe, aux actifs nets correspondants (y compris goodwill). Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation et d'une valeur terminale. Les hypothèses retenues en terme de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacun des segments opérationnels ainsi qu'à leurs budgets validés par leurs comités de Direction. Des tests de dépréciation complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle.

Lors d'une prise de contrôle les intérêts ne conférant pas le contrôle sont comptabilisés soit à leur quote part dans la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise soit à leur juste valeur. Dans ce dernier cas, l'écart d'acquisition est alors majoré de la part revenant à ces

intérêts ne conférant pas le contrôle. Ce choix se fait de manière individuelle pour chaque opération d'acquisition.

Les dépréciations relatives aux goodwills ne sont pas réversibles.

8) **Actifs financiers non courants** : Ce poste comprend essentiellement des prêts, des dépôts de garantie et des titres de participation non consolidés. Les prêts sont comptabilisés au coût amorti. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La dépréciation correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

Les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont analysés comme des actifs financiers disponibles à la vente conformément à la norme IAS 39. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de valeur sont comptabilisées dans les capitaux propres.

En cas de perte de valeurs définitives, le montant de la dépréciation est comptabilisé en résultat de la période.

A chaque clôture, un examen des autres actifs financiers est effectué afin d'apprécier s'il existe des indications objectives de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

9) **Stocks** : Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

10) **Clients et autres débiteurs** : Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

11) **Titres d'autocontrôle** : Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition, en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

12) Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel :

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le groupe participe à des régimes de retraites.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autres obligations que le paiement des cotisations.

Dans le cadre des régimes à prestations définies, le Groupe provisionne son obligation au titre des prestations de retraite définies pour ses salariés.

Régimes à cotisations définies : Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Régimes à prestation définies : Pour les régimes de retraite à prestations définies et les indemnités de cessation de service, les estimations des obligations du Groupe sont calculées annuellement, conformément à la norme IAS 19 – « Avantages du personnel », en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel.

L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chaque pays où sont situés les engagements. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés. Lorsque les prestations sont préfinancées au travers de fonds externes, les actifs détenus au travers de ces fonds sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture de l'exercice.

Au compte de résultat sont reportés le coût de ces services rendus qui constate l'augmentation des obligations liée à l'acquisition d'une année d'ancienneté supplémentaire, les gains et pertes actuariels et la charge d'intérêt sur l'obligation qui traduit la désactualisation des obligations. Le rendement long terme attendu des investissements des fonds de pensions est porté en déduction de ces charges. L'ensemble de ces effets est comptabilisé dans le résultat financier.

13) Provisions pour restructuration : Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dans l'exercice lorsqu'il résulte d'une obligation du groupe, vis-à-vis de tiers, ayant pour origine la décision prise par l'organe compétent et matérialisée avant la date de clôture par l'annonce de cette décision aux tiers concernés. Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux coûts des préavis non effectués et coûts de formation des personnes devant partir et aux autres coûts liés aux fermetures de sites.

Les montants provisionnés correspondant à des prévisions de décaissements futurs à effectuer dans le cadre des plans de restructuration sont évalués pour leur valeur actuelle lorsque

l'échéancier des paiements est tel que l'effet de la valeur temps est jugé significatif. L'effet du passage du temps est comptabilisé en coût de financement.

14) **Provisions Garantie / Risques projets** : Certains contrats de prestations de services au forfait sont assortis d'une période de garantie. L'évaluation du coût de la garantie est basée sur l'analyse des données historiques. Par ailleurs, une provision complémentaire est le cas échéant dotée pour couvrir :

- b) Des risques spécifiques de réalisation et de bonne fin sur certains projets,
- c) Des risques liés à l'utilisation de technologie émergente dans le cadre de contrats clients.

15) **Instruments hybrides** : Certains instruments financiers contiennent à la fois une composante de passif financier et une composante de capitaux propres. C'est notamment le cas des obligations à bons de souscriptions et / ou d'acquisition d'actions. Les différentes composantes de ces instruments sont comptabilisées dans les capitaux propres et dans les passifs financiers pour leurs parts respectives, telles que définies dans la norme IAS 32 – "Instruments financiers : Présentation". La composante classée en passif financier est évaluée en date d'émission. Elle correspond à la valeur des flux futurs de trésorerie contractuels (incluant les coupons et le remboursement) actualisés au taux de marché (tenant compte du risque de crédit à l'émission) d'un instrument similaire présentant les mêmes conditions (maturité, flux de trésorerie) mais sans option de conversion ou de remboursement en actions. La composante classée en capitaux propres est évaluée par différence entre le montant de l'émission et la composante passif financier comme définie précédemment.

16) **Emprunts portant intérêt** : Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur valeur nominale d'origine, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont ensuite comptabilisés au coût amorti. La différence entre le coût amorti et la valeur de remboursement est reprise en résultat en fonction de leur taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts.

17) **Évaluation et comptabilisation des instruments dérivés** : Le Groupe utilise des swaps de taux pour gérer son exposition aux risques de taux. L'objectif de ces swaps est de convertir des instruments financiers soit de taux fixe à taux variable, soit de taux variable à taux fixe. Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en juste valeur. La comptabilisation des variations de juste valeur dépend de l'intention d'utilisation de l'instrument dérivé et du classement qui en résulte. Le Groupe désigne ses instruments dérivés conformément aux critères établis par la norme IAS 39 – "Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation". Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, les variations de valeur du dérivé sont enregistrées en capitaux propres pour la part efficace et en résultat de la période pour la part inefficace. Le montant enregistré en capitaux propres est reclassé en résultat lorsque l'élément couvert affecte ce dernier.

18) **Impôts différés** : Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- Part des charges exceptionnelles ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- Historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Le Groupe compense les actifs et les passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de la même autorité fiscale.

19) **Chiffre d'affaires** : Les revenus sont constitués par les ventes de marchandises, les ventes de services produits dans le cadre des activités principales du groupe et les produits des licences (nets de T.V.A.). Ils sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais.

Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens. En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au groupe.

Pour le chiffre d'affaires relatif aux licences, ventes ou autres revenus associés à des logiciels, le groupe reconnaît le revenu en général à la livraison du logiciel. Pour les transactions impliquant des prestations de services, le groupe reconnaît des revenus sur la période au cours de laquelle les services sont rendus selon la méthode du pourcentage d'avancement.

Selon IAS 11, un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés ou interdépendants en terme de conception, de technologie et de fonction, ou de finalité ou d'utilisation. En application de la norme IAS 11, les sociétés du Groupe comptabilisent leurs contrats de construction selon la méthode de l'avancement. La méthode à l'avancement est fondée sur des indicateurs de développement du projet liés au nombre d'heures ou aux coûts encourus sur les coûts totaux réestimés périodiquement projet par projet. Dès lors qu'un dépassement des

coûts totaux prévisionnels sur la facturation prévue apparaît, il est constitué une provision pour perte à terminaison.

Pour les transactions ne comprenant que des services, des prestations de formation ou de conseils, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus.

Les revenus relatifs à de la maintenance, y compris le support client postérieurement à un contrat, sont différés et reconnus au prorata du temps écoulé sur la période contractuelle de service.

20) Résultat Opérationnel Courant et Résultat Opérationnel : Le Résultat Opérationnel Courant est représenté par l'écart entre le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation. Celles-ci sont égales aux coûts des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), aux charges commerciales, aux charges administratives et générales. Sont notamment compris les coûts des pensions et retraites, la participation des salariés, les rémunérations payées en actions (plans de souscription d'actions) et les résultats sur cession des immobilisations incorporelles et corporelles. Le résultat opérationnel incorpore en plus les coûts de restructuration, les dépréciations d'actifs (y compris sur les goodwill) et les profits de dilution.

La notion de résultat de l'activité opérationnelle s'apprécie avant les produits et charges financiers et notamment le coût de financement et les résultats sur cession des actifs financiers et les charges d'impôt sur les bénéfices.

21) Coût de financement : Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement) et la trésorerie totale (trésorerie, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement).

22) Trésorerie et équivalents de trésorerie : Conformément à la norme IAS 7 « *Tableau des flux de trésorerie* », la trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité. Les placements dans des actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions sont exclus de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie. Conformément à la norme IAS 39 « *Instruments financiers* », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, les découverts bancaires sont présentés en net de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

23) **Options de souscription ou d'achat d'actions** : Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés et aux administrateurs ainsi que les actions gratuites sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes :

- La juste valeur des options et des actions gratuites attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues, est déterminée à la date d'attribution. Cette valeur est comptabilisée en augmentation du poste « Autres réserves » par le débit d'un compte de résultat « Rémunérations payées en actions » sur la période d'acquisition des droits d'exercice. Cette comptabilisation n'est pas linéaire mais dépend des conditions d'acquisition des droits spécifiques à chaque plan.
- La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle mathématique de valorisation Black, Scholes & Merton, sur la base d'hypothèses déterminées par la Direction. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.
- Ce modèle tient compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

Conformément à IFRS 2, les options de souscription d'actions octroyées en contrepartie du contrôle d'une entreprise dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont couvertes par la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises ». Aucune charge relative à ces plans n'est enregistrée.

24) **Secteurs opérationnels** : Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe :

- qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges
- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Principal Décideur Opérationnel du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et à évaluer sa performance, et
- pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Le Principal Décideur Opérationnel du Groupe a été identifié comme étant le Président Directeur Général.

Conformément à IFRS 8 "Secteurs opérationnels", l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe Keyrus. Les secteurs, déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont l'activité Grands Comptes (GC) et l'activité Mid Market (MM).

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les goodwill affectables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles. Ils n'incluent pas les impôts différés actifs et les actifs financiers non courants. Ces actifs sont portés dans la ligne « non affectés ».

25) **Résultat par action** : Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existant à la date de clôture et en excluant les instruments anti-dilutifs.

Lorsque les fonds sont recueillis lors de l'exercice des droits (cas des options), ils sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché et ce uniquement si celui-ci est supérieur au prix d'exercice du droit.

Dans les deux cas, les fonds sont pris en compte prorata temporis lors de l'année d'émission des instruments dilutifs et au premier jour les années suivantes.

26) *Politique de gestion des risques financiers*

En matière de risque de change environ 80% du chiffre d'affaires du groupe est réalisé en euro. Dans ce contexte la société ne pratique pas de couverture du risque de change.

En ce qui concerne le risque de taux, la dette financière est à taux variable. Le Groupe a procédé à une couverture partielle qui est décrite dans les notes 20 & 22.

Note 2. – Evènements postérieurs à la clôture

Pas d'autre événement significatif postérieur à la clôture.

Note 3. – Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs – particulièrement les goodwill, les impôts différés actifs et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêté, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période. Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations.

La Direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels, le montant des créances clients et des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, l'évaluation des impôts différés actifs comptabilisés ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel.

Ainsi, les comptes consolidés semestriels ont été établis en tenant compte des paramètres financiers et de marché disponibles à la date de clôture. Notre approche de la valorisation des actifs (tels que les créances clients et les impôts différés actifs) et des passifs est donc restée inchangée. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels et les écarts d'acquisition, il a été pris pour hypothèse des évolutions de marché modestes dans le temps. La valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

Note 4. –Faits marquants de l'exercice et évolution du périmètre de consolidation

Les principales modifications intervenues au cours du premier semestre dans le périmètre de consolidation résultent des événements suivants :

- Entrée dans le périmètre de consolidation de Up Génération, basée en France, détenue à 80% par Keyrus SA.
- Entrée dans le périmètre de consolidation de BIPB, basée au Royaume Uni et aux Etats Unis, détenue à 51% par Keyrus SA.
- Entrée dans le périmètre de Rheims, basée au Brésil, détenue à 70% par Keyrus SA.
- Rachat des titres de minoritaires de Keyrus Management
- Rachat des titres d'un minoritaire de Kadris Group
- Rachat d'un minoritaire de Keyrus Biopharma Belgique

Le périmètre comprend les sociétés suivantes :

Nom au 30/06/2014	Siège	Date de clôture des comptes sociaux	% de contrôle	% d'intérêt	Période de consolidation
KEYRUS	Paris - France	31 décembre	Société consolidante		01/01/14 - 30/06/14
Keyrus Management	Paris - France	31 décembre	88%	88%	01/01/14 - 30/06/14
Kadris Group	Paris - France	31 décembre	96%	96%	01/01/14 - 30/06/14
Kadris Consultants	Paris - France	31 décembre	100%	96%	01/01/14 - 30/06/14
Keyrus Canada Inc	Montréal - Canada	31 décembre	100%	100%	01/01/14 - 30/06/14
Keyrus Suisse	Genève - Suisse	31 décembre	100%	100%	01/01/14 - 30/06/14
Keyrus Belgium	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/14 - 30/06/14
Keyrus Luxembourg	Luxembourg	31 décembre	100%	100%	01/01/14 - 30/06/14
Keyrus Espagne (Etica Software)	Madrid - Espagne	31 décembre	100%	100%	01/01/14 - 30/06/14
Keyrus do Brazil (Etica Do Brazil)	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	100%	100%	01/01/14 - 30/06/14
Keyrus Maurice	Ile Maurice	31 décembre	100%	100%	01/01/14 - 30/06/14
Keyrus Limited	Hong Kong	31 décembre	70%	70%	01/01/14 - 30/06/14
Keyrus Chine	Shanghaï	31 décembre	100%	70%	01/01/14 - 30/06/14
Equinoxe	Tunis - Tunisie	31 décembre	100%	100%	01/01/14 - 30/06/14
Keyrus Tunisie	Tunis - Tunisie	31 décembre	68%	68%	01/01/14 - 30/06/14
Keyrus Israël	Raanana - Israël	31 décembre	70%	70%	01/01/14 - 30/06/14
Vision BI	Tel Aviv - Israël	31 décembre	51%	36%	01/01/14 - 30/06/14
Vision BI USA	New York - USA	31 décembre	100%	36%	01/01/14 - 30/06/14
Keyrus Capital Market	Paris - France	31 décembre	77%	77%	01/01/14 - 30/06/14
Keyrus UK	Londres - UK	31 décembre	100%	100%	01/01/14 - 30/06/14
Keyrus Biopharma Belgium	Lane - Bruxelles	31 décembre	97%	97%	01/01/14 - 30/06/14
Keyrus Biopharma Tunisie	Tunis - Tunisie	31 décembre	90%	87%	01/01/14 - 30/06/14
Absys - Cyborg	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/14 - 30/06/14
Absys - Cyborg Belgique	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/14 - 30/06/14
Rheims	Brésil	31 décembre	70%	70%	01/01/14 - 30/06/14
UP Génération	Paris - France	31 décembre	80%	80%	01/01/14 - 30/06/14
BIPB Group	Londres - UK	31 décembre	51%	51%	30/06/14 - 30/06/14

Note 5. – Information par secteurs opérationnels et par zone géographique.

Conformément à IFRS 8, Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel du Groupe (le Président-Directeur Général) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le Groupe est organisé autour de deux secteurs opérationnels : Grands Comptes (GC) et Middle Market (MM)

La Direction mesure la performance de chaque segment sur la base :

- de la « marge opérationnelle » telle que définie en note 1 §20. La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.
- des actifs sectoriels (définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées, des clients et des autres créances).

Les données par segments suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées par le Groupe pour établir ces états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

Toutes les relations commerciales inter-segment sont établies sur une base de marché, à des termes et des conditions similaires à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des tiers externes au Groupe.

Les tableaux ci-dessous déclinent les informations pour les segments d'activité des Grands Comptes et du Middle Market.

Secteurs primaires

en Milliers €	Au 30 Juin 2014			Au 30 Juin 2013			Au 31 décembre 2013		
	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total
Produits									
Ventes externes	59 397	22 713	82 109	58 632	21 312	79 944	115 671	43 233	158 904
Total produits des opérations	59 397	22 713	82 109	58 632	21 312	79 944	115 671	43 233	158 904
Résultat Opérationnel Courant	1 056	1 447	2 504	1 112	782	1 894	2 592	2 047	4 639
Autres produits et charges opérationnels	-451	10	-440	-312	227	-85	-612	341	-271
Autres Charges									
Résultat de dilution									
Résultat Opérationnel	606	1 458	2 063	800	1 009	1 809	1 980	2 388	4 367

en Milliers €	Au 30 Juin 2014				Au 30 Juin 2013				Au 31 décembre 2013			
	Grands Comptes	Middle Market	Eliminations Inter-secteur	Total	Grands Comptes	Middle Market	Eliminations Inter-secteur	Total	Grands Comptes	Middle Market	Eliminations Inter-secteur	Total
Bilan :												
Actifs												
Goodwills	29 969	12 147		42 116	27 285	12 147		39 432	26 843	12 147		38 990
Immobilisations nettes	2 446	637		3 084	2 511	883		3 394	2 138	728		2 866
Actifs sectoriels	60 409	14 656	-7 029	68 035	58 399	15 463	-5 294	68 569	55 689	17 645	-6 543	66 791
Autres Actifs	45 713	7 725	-8 776	44 662	33 969	-938	-1 218	31 812	45 964	6 264	-7 726	44 502
Total des actifs consolidés	138 537	35 165	-15 805	157 897	122 163	27 555	-6 512	143 207	130 633	36 784	-14 269	153 149

La décomposition géographique du chiffre d'affaires se décline comme suit :

Secteurs secondaires

Chiffres d'affaires

En % du chiffre d'affaires	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
France	70,5%	68,5%	68%
Europe hors France	15,0%	19,0%	18%
Autres	14,6%	13,3%	14%
TOTAL GENERAL	100%	100%	100%

Note 6 – Charges de personnel

en milliers d'€	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Salaires et traitements	36 836	35 573	66 606
Charges sociales	13 973	13 927	26 026
Autres charges de personnel	878		471
Engagement retraite	-14	43	56
Rémunérations payées en actions		21	-49
TOTAL	51 673	49 564	93 111

Sur le premier semestre 2014, un crédit d'impôt recherche d'un montant actualisé net d'honoraires de 1,1M€ a été comptabilisé en diminution des charges de personnel. Par ailleurs, l'impact du CICE s'élève à 0,4M€ pour le premier semestre 2014.

Au cours de l'exercice 2013, Keyrus et sa filiale Absys Cyborg ont bénéficié d'un crédit d'impôt recherche pour un montant net d'honoraires et de coûts d'actualisation de 4,5M€. Ce montant a été comptabilisé en minoration des charges de personnel et des autres charges externes.

Effectifs	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Cadres	1 439	1 476	1 363
Non cadres	298	156	284
Total effectif	1 737	1 632	1 647

Les effectifs présentés ci-avant sont ceux inscrits à la clôture de chaque période.

Note 7 – Autres produits et charges opérationnels

En milliers d'€	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Charges de réorganisation	-470	-327	-578
Résultat de cession d'actif		176	124
Autres	30	67	182
Autres produits et charges opérationnels	-440	-85	-271

Les charges de réorganisation concernent principalement les entités françaises.

Note 8 – Résultat financier

En milliers d'€	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Intérêts et autres produits financiers	-8	-6	-13
Reprises sur provisions financières			
Autres produits financiers			
Total produits financiers	-8	-6	-13
Intérêts et charges assimilées	684	543	1 069
Autres charges financières			
Total Charges financières	684	543	1 069
Coût de l'endettement financier net	-692	-549	-1 082

en milliers d'€	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Gains de change	169	26	87
Produit d'actualisation sur créances d'exploitation	373	428	855
Autres produits financiers	75	60	81
Total produits financiers	617	514	1 024
Perte de change	104	77	281
Autres charges financières	146	311	592
Variation des justes valeurs des instruments financiers			100
Total Charges financières	250	388	973
Autres produits et charges financiers	367	126	51

Les autres produits financiers concernent principalement un profit de désactualisation des instruments financiers pour 373 K€ et des gains de change pour 169 K€.

Les autres charges financières incluent principalement les variations de juste valeur des instruments dérivés (91 K€) et 43 K€ sur le Brésil (Il s'agit principalement d'une charge fiscale sur les transactions financières).

Note 9 – Impôts

Analyse de la charge d'impôts

En milliers d'euros	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Impôt différé	-308	-75	-105
Impôt exigible	-695	-863	-1 577
Charge (-) ou produit (+) d'impôt	-1 003	-938	-1 682

La charge d'impôts exigible intègre un montant de CVAE s'élevant à 0.6M€ au 30 juin 2014 (0.6M€ au 30 juin 2013 et 1,2M€ au 31 décembre 2013)

La réconciliation entre l'impôt théorique et la charge d'impôt réelle s'établit comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2014	31/12/2013	30/06/2013
Résultat avant impôts	1 739	3 336	1 386
Taux théorique d'imposition	33,33%	33,33%	33,33%
Charge (+) ou produit d'impôt (-) théorique	-580	-1 112	-462
Rapprochement :			
Différences permanentes	139	988	91
Activation des impôts différés nés sur exercices antérieurs		494	
Variation/utilisation des impôts différés actifs non reconnus	-170	-1 305	-173
Impact du report variable		-4	-22
Effet des différences de taux d'imposition	-23	-25	-47
Crédit d'impôt et CVAE (1)	-299	-672	-317
Autres	-71	-46	-7
Charge (-) ou produit (+) d'impôt effectivement constaté	-1 003	-1 682	-938
Taux effectif d'impôt (hors CVAE)	40,54%	30,27%	44,74%

(1) Y compris l'impact du classement de la CVAE en Impôt, montant de la CVAE : 379 K€ (793 K€ en 2013)

La société Keyrus SA est tête de l'intégration fiscale composée de la société Absys Cyborg depuis le 01/01/01. Dans le cadre de cette intégration, les relations entre la société et la société tête de groupe sont régies par une convention dont le principe général est le suivant :

Toutes les dispositions de la présente convention ont pour principe commun que, durant son appartenance au groupe résultant du régime de l'intégration fiscale mis en place entre la société tête de groupe et la filiale, celle-ci se trouve, dans toute la mesure du possible, dans une situation identique en actif, passif, charges, produits, risques et prérogatives à celle qui aurait été la sienne en l'absence du groupe fiscal.

Note 10 – Goodwill

en Milliers €	TOTAL
Valeur brute :	
Au 1er janvier 2013	39 824
Acquisitions	289
Reclassement comme disponibles à la vente	
Cessions	-458
Autres variations et ajustements	-665
Au 31 décembre 2013	38 990
Acquisitions	2 911
Reclassement comme disponibles à la vente	
Cessions	
Autres variations et ajustements	215
Au 30 juin 2014	42 116
Dépréciations :	
Au 1er janvier 2013	
Dotation de l'exercice	
Au 31 décembre 2013	
Dotation de l'exercice	
Au 30 juin 2014	
Montant net comptable au 30 juin 2014	42 116
Au 31 décembre 2013	38 990

L'augmentation est liée à l'acquisition des sociétés BIPB, Up Génération et Rheims.

Sur le semestre 2014, le groupe Keyrus a acquis :

- 80% des titres de la société Up Génération (société française). Le goodwill comptabilisé est de 668 K€
- 70% des titres de la société Rheims (société brésilienne). Le goodwill comptabilisé est de 1 476 K€
- 51% des titres du groupe BIPB (société anglaise) Le goodwill comptabilisé est de 918 K€.

Il est à noter que les allocations des prix d'acquisition et les calculs de goodwill des acquisitions sont provisoires. En outre, les éventuels puts sur minoritaires seront valorisés au 31 décembre 2014.

Le montant net comptable est réparti de la manière suivante :

En milliers €	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Grands Comptes	29 969	27 285	26 843
Middle Market	12 147	12 147	12 147
TOTAL	42 116	39 432	38 990

Conformément à la norme IAS 36, les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation annuels, et ponctuels, en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs, pour déterminer les pertes de valeur éventuelles. Le montant recouvrable d'une UGT est déterminé sur la base de calculs de la valeur d'utilité.

Au 30 juin 2014, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié. Les tests de valorisation seront effectués lors de l'arrêté annuel des comptes.

Note 11 – Immobilisations incorporelles et corporelles

en Milliers €	Concessions, brevets, logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total des immobilisations corporelles
Valeur brute :					
Au 1er janvier 2013	1 239	1 820	3 059	7 911	7 911
Acquisitions	222	321	543	527	527
Cessions/Mises au rebut	14	-628	-614	-1 552	-1 552
Variation de périmètre					
Ecart de change	-12	-44	-56	-161	-161
Reclassement				-863	-863
Au 1er janvier 2014	1 463	1 469	2 932	5 863	5 863
Acquisitions	62	60	122	633	633
Cessions/Mises au rebut	-93	93		-13	-13
Variation de périmètre	8	8	16	29	29
Ecart de change	7	22	29	59	59
Reclassement					
Au 30 juin 2014	1 446	1 652	3 098	6 572	6 572
Amortissements cumulés et pertes de valeurs :					
Au 1er janvier 2013	633	1 536	2 169	5 173	5 173
Charge d'amortissement de l'exercice	190	114	304	1 014	1 014
Dépréciations					
Cessions/Mises au rebut		-287	-287	-1 449	-1 449
Variation de périmètre					
Ecart de change	-8	-35	-43	-91	-91
Reclassement				-863	-863
Au 1er janvier 2014	815	1 329	2 143	3 785	3 785
Charge d'amortissement de l'exercice	102	65	167	426	426
Dépréciations					
Cessions/Mises au rebut	-11	11		-11	-11
Variation de périmètre	8		8	16	16
Ecart de change	3	15	18	34	34
Reclassement					
Au 30 juin 2014	916	1 420	2 336	4 250	4 250
Montant net :					
Au 30 juin 2014	530	232	762	2 321	2 321
AU 31 décembre 2013	648	141	789	2 078	2 078

Note 12 – Autres actifs non courants

En milliers d'€	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Solde au 31/12/2012	17 760	34	17 726
Augmentation	6 358		6 358
Remboursement	-62		-62
Variation de périmètre			
Reclassement et Autres variations	-212	-1	-212
Solde au 31/12/2013	23 843	33	23 810
Augmentation	1 262		1 262
Remboursement	-33		-33
Variation de périmètre	216		216
Reclassement et Autres variations	271		271
Solde au 30 juin 2014	25 558	33	25 525

En milliers d'€	30/06/2014	31/12/2013
Dépôt de garantie et prêts	2 625	2 448
Titres de participations non consolidés	583	539
Autres créances part à plus d'un an	22 317	20 823
TOTAL	25 525	23 810

Les autres créances à plus d'un an correspondent essentiellement aux créances de crédit d'impôt recherche des exercices 2011, 2012, 2013 et du premier semestre 2014.

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des actifs financiers correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Notes 13 - Stocks

Les stocks sont principalement constitués de logiciels.

En milliers d'euros	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Marchandises	6	5	6
Ecart de conversion			
Total au coût	6	5	6
Dépréciation à l'ouverture		11	11
Variation		-11	-11
Ecart de conversion			
Dépréciation à la clôture			
TOTAL NET	6	5	6

Note 14 – Créances clients et autres débiteurs

En milliers d'euros	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Créances clients	50 570	53 277	50 997
Dépréciation sur créances clients	-2 219	-2 978	-2 681
Montant net des créances clients	48 352	50 298	48 316
Autres débiteurs nets	12 016	10 926	10 888
Charges constatées d' avance	7 847	7 339	7 588
TOTAL	68 214	68 564	66 791

Les autres débiteurs nets comprennent principalement la créance de CIR 2010 pour 6,4M€, des créances fiscales autres que le CIR pour 2,9M€ (principalement créances de TVA). Le poste reste globalement stable entre le 30 juin 2013 et le 30 juin 2014. En janvier 2012, Keyrus SA a sollicité un contrôle de ses déclarations de CIR des années 2009, 2010 et 2011 auprès de l'administration. Celui-ci est actuellement en cours.

Le solde clients se décompose comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Echéances			
Non échues	40073	43 460	37 753
Entre 0 et 30 jours	3639	4 053	6 031
Entre 31 et 60 jours	1584	1 881	2 150
Entre 61 et 90 jours	1077	531	631
Plus de 90 jours	4198	3 351	4 432
TOTAL	50 570	53 277	50 997

Une provision pour dépréciation a été constatée pour les montants estimés irrécouvrables à hauteur de 2 219K€ (2 681K€ à fin 2013). Cette provision a été déterminée en fonction des facteurs identifiés à la clôture. Le montant net comptabilisé pour les créances correspond approximativement à leur juste valeur.

Le risque de crédit du Groupe est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. Une dépréciation est constatée, lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte, qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance.

Note 15 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

RUBRIQUES	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Equivalents de trésorerie bruts	3 923	4 993	5 676
Disponibilités	11 499	3 920	11 186
TOTAL	15 422	8 913	16 862
Provisions sur VMP	-3	-3	-3
TOTAL	15 419	8 910	16 859

Les soldes bancaires et la trésorerie comprennent les actifs détenus sur les comptes de dépôts bancaires, dont la maturité est à moins de trois mois. Le montant comptabilisé approche la juste valeur de ces actifs.

La trésorerie retenue dans le tableau des flux de trésorerie s'entend comme suit :

RUBRIQUES	30/06/2014	30/06/2013	31/12/2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie bruts	15 422	8 913	16 862
Découverts bancaires	-144	-569	-252
Intérêts courus sur emprunts	-2	-7	-3
Trésorerie du tableau des flux	15 276	8 337	16 608

Risque de crédit

Les principaux actifs financiers du Groupe sont les comptes bancaires et la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit sur les actifs de trésorerie est limité, parce que les contreparties en sont des banques avec de hauts niveaux de notation de crédit attribués par des agences internationales de notation.

Le Groupe n'a pas de concentration significative de son risque de crédit, avec une exposition largement répartie sur de nombreux acteurs du marché.

Note 16 – Provisions

En milliers d'€	31/12/2013	Variation de périmètre	Effet de l'écart de change	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reclassement	30/06/2014
Provisions pour risques & charges	7 957	30	60	194	-965		-70	7 207
Provisions pour engagement retraite	752			36	-51			738
Provisions non courantes	8 709	30	61	230	-1 015		-70	7 945
Provisions pour risques	1 153		-1	1 158	-788	-401	586	1 707
Provisions pour charges	1 047				-530		-517	
Provisions courantes	2 199		-1	1 158	-1 318	-401	70	1 707

Les provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Les provisions pour risques et charges correspondent essentiellement :

- Provisions pour litiges sociaux et prud'homaux : 595 K€
- Provisions pour risques client, garantie et pertes à terminaison : 3.158 K€
- Autres provisions pour risques & charges : 5.162K€
- Provision pour engagement de retraite : 738 K€

Le contrôle sur le CIR des années 2009 à 2011, sollicité par la société depuis 2012 et commencé en mai 2013, est toujours en cours. A ce stade, l'administration a validé les projets CIR du périmètre de la Business Intelligence, à la fois l'éligibilité et les temps. Les travaux sur le périmètre Biopharma et sur l'éligibilité de certaines charges sociales prises en compte dans le calcul du coût associé aux recherches sont toujours en cours. Afin d'interrompre la prescription qui risquait de frapper le CIR de l'exercice 2009, l'administration a pris une position écrite à titre conservatoire pour cette seule année 2009. Ceci permet de prolonger en 2014 les travaux de contrôles et les discussions y compris sur le CIR de l'année 2009. La société estime que sa position est reflétée dans les comptes au 30 juin 2014.

Note 17 – Passifs financiers

RUBRIQUES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts bancaires	13 231	7 791	5 308	132
Dettes sur immobilisation en location financement				
Découverts bancaires	144	144		
Emprunts garantis par cession de créances commerciales	5 617	5 617		
Autres passifs financiers	24 651	7 768	16 883	
TOTAL DETTES FINANCIERES	43 643	21 320	22 191	132

Les autres passifs financiers correspondent aux financements obtenus suite aux cessions de créances de CIR 2010 (6,4 M€), 2011 (7,2 M€) et 2012 (6,8 M€), aux options d'achats des minoritaires des sociétés acquises par le Groupe et aux clauses d'earn-out liées aux acquisitions du Groupe.

RUBRIQUES	31/12/2013	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Augmentation	Remboursement	Autres	30/06/2014
Emprunts bancaires	18 377	230	242	1 589	-893	-6 313	13 231
Dettes sur immobilisation en location financement							
Découverts bancaires	252		9		-117		144
Emprunts garantis par cession de créances commerciales				616	-757	5 758	5 617
Autres passifs financiers (dont put et earn-out)	16 841		-200	7 965		44	24 651
TOTAL DETTES FINANCIERES	35 470	229	52	10 170	-1 767	-511	43 643

Les montants des emprunts bancaires et des découverts bancaires sont libellés en euros. Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des passifs financiers hors emprunts bancaires correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Les emprunts bancaires à hauteur de 13,2M€ (contre 18,3M€ à fin 2013) sont conclus à des taux d'intérêt variables et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation des taux. Les intérêts sur les dettes à taux variable sont indexés sur l'Euribor 3 mois. Afin de minimiser son risque de taux, le Groupe a procédé à une couverture partielle (10M€) de son endettement.

Les découverts sont conclus à des taux variables et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation de taux.

Pour les emprunts à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable.

Les découverts bancaires sont payables sur demande de la banque.

Emprunts et assimilés

Le Groupe a souscrit des emprunts bancaires dont les conditions financières sont présentées ci-après :

- BANQUE POPULAIRE : emprunt bancaire en date du 2 août 2012 pour un montant de 2 M€:

- Solde au 30 juin 2014 : 1,6 M€
- Durée de l'emprunt : 6 ans
- Remboursements en 5 annuités après 1 année de franchise
- Taux d'intérêt EURIBOR 3 mois + 2,5%
- Pas de ratios financiers

- SOCIETE GENERALE : emprunt bancaire en date du 27 juillet 2012 pour un montant de 2 M€:
 - Solde au 30 juin 2014 : 1,3 M€
 - Durée de l'emprunt : 5 ans
 - Remboursements mensuels
 - Taux d'intérêt fixe à 2,85%
 - Ratios financiers :
 - le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur à 0,9 sur la durée de l'emprunt.
 - Le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'EBITDA consolidé demeure inférieur à 3 sur la durée de l'emprunt.

- HSBC : emprunt bancaire en date du 26 novembre 2013 pour un montant de 1,2M€ sous forme de tirage multidevises (EUR, USD & CAD) :
 - Solde au 30 juin 2014 : 1,2 M€
 - Durée de l'emprunt : 3 ans
 - Remboursements annuels
 - Taux d'intérêt : EURIBOR 3 mois +2,35% ou LIBOR 3 mois +2.35%
 - Ratios financiers :
 - Le rapport de son endettement financier net cnosoldié sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur à 0,9 sur la durée de l'emprunt
 - Le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'EBITDA consolidé demeure inférieur à 4,5 sur la durée de l'emprunt.

- CREDIT DU NORD : emprunt bancaire en date du 12 décembre 2011 pour un montant de 3 M€:
 - Solde au 30 juin 2014 : 1,5 M€
 - Durée de l'emprunt : 5 ans
 - Remboursements trimestriels
 - Taux d'intérêt EURIBOR 3 mois + 1,8%
 - Ratios financiers
 - le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur à 0,9 sur la durée de l'emprunt.
 - Le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'EBITDA consolidé demeure inférieur à 3 sur la durée de l'emprunt.
 - Risque de taux couvert par un SWAP de taux

- OSEO : Prêt Développement Participatif en date du 15 décembre 2011 pour un montant de 1 M€:
 - Solde au 30 juin 2014 : 0,9M€
 - Durée de l'emprunt : 7 ans
 - Remboursement en 20 versements trimestriels après 2 ans de différé

- Taux d'intérêt variable basé sur le TME (Taux Moyen Mensuel de rendement des emprunts de l'Etat à long terme)
- Aucun Ratio financier applicable

- BANQUE PALATINE : emprunt bancaire en date du 8 octobre 2010 pour un montant de 3 M€:
 - Solde au 30 juin 2014 : 1,2M€
 - Durée de l'emprunt : 5 ans
 - Remboursement annuel correspondant à 1/5 de la dette
 - Taux d'intérêt EURIBOR 3 mois + 1,3%
 - Ratios financiers
 - le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur à 0,9 sur la durée des obligations.
 - Le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'EBITDA consolidé demeure inférieur à 3 sur la durée des obligations

- BANQUE SANTANDER : emprunt bancaire en date du 21 décembre 2013 pour un montant de 1 M€ :
 - Solde au 30 juin 2014 : 1 M€
 - Durée de l'emprunt : 12 mois
 - Taux d'intérêt : 16,0%

- BANQUE ITAU : emprunt remboursable en 2014 d'un montant de 0,9 M€:
 - Solde au 30 juin 2014 : 0,9 M€
 - Echéance de l'emprunt : inférieure à 12 mois
 - Taux d'intérêt : 13,2%

- BANQUE BANCO DO BRASIL: emprunt remboursable en 2014 d'un montant de 0,3 M€:
 - Solde au 30 juin 2014 : 0,3 M€
 - Echéance de l'emprunt : inférieure à 12 mois
 - Taux d'intérêt : 21,96%

- OBSAAR : Les conditions financières sont présentées ci-après :
 - Montant : 13 M€
 - Solde au 30 juin 2014 : 2,6M€
 - Durée de l'emprunt : 6 ans
 - Amortissement des obligations : 5 tranches annuelles égales à partir du 12 août 2010
 - Taux d'intérêt EURIBOR 3 mois – 1,26%
 - Ratios financiers :
 - Le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur à 0,9 sur la durée des obligations.
 - Le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'EBITDA consolidé demeure inférieur à 3 sur la durée des obligations. EBITDA est à comprendre comme l'EBITDA consolidé correspondant au résultat opérationnel courant augmenté des dotations (nettes des reprises) aux amortissements et provisions

et des impacts IFRS liés aux rémunérations payées en actions pour la partie des charges ne donnant pas lieu à décaissement.

- Autres emprunts non individuellement significatifs : 0,8 M€

Compte tenu de l'encours financier à taux variable, la hausse du taux de 1% devrait avoir un impact négatif sur le compte de résultat de l'ordre de 100K€.

- Emprunts garantis par des créances commerciales

Il s'agit de financement de créances clients pour un montant de 5,7 M€

- Autres passifs financiers

Les autres passifs financiers correspondent aux financements obtenus suite aux cessions de créances de CIR 2010 (6,4 M€), 2011 (7,2 M€) et 2012 (6,8 M€), aux options d'achats des minoritaires des sociétés acquises par le Groupe et aux clauses d'earn-out liées aux acquisitions du Groupe.

Note 19 – Autres passifs courants

En milliers d'euros	Montant au 30/06/2014	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	Montant au 31/12/2013	A 1 an au plus	A plus d' 1 an
Provisions à court terme	1 707	1 707		2 200	2 200	
Fournisseurs et comptes rattachés	20 246	20 122	123	22 251	22 247	4
Avances et acomptes reçus						
Dettes fiscales et sociales	32 333	32 186	148	32 217	32 217	
Dettes sur immobilisations				13	13	
Autres dettes *	2 732	2 732		1 815	1 815	
Produits constatés d'avance	15 360	15 360		15 852	15 852	
TOTAL	72 378	72 107	271	74 347	74 343	4

Note 20 - Juste valeur des Instruments financiers au bilan

En milliers d'euros 30/06/2014	Juste valeur par resultat	Prêts et créances au coût amorti	Passifs financiers au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur au bilan de clôture	Juste valeur
Actifs financiers non courant		25 525			25 525	25 525
Clients		48 352			48 352	48 352
Autres débiteurs		12 016			12 016	12 016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15 419				15 419	15 419
ACTIFS FINANCIERS	15 419	85 892			101 311	101 311
Emprunt obligataires (y compris <1 an)			2 589		2 589	2 589
Autres passifs long terme (y compris <1 an)			40 843		40 843	40 843
Fournisseurs			20 246		20 246	20 246
Autres créditeurs			2 732		2 732	2 732
Instruments dérivés passif (dérivés de taux désignés comme instrument de couverture)				67	67	67
Concours bancaires courants			144		144	144
PASSIFS FINANCIERS			66 553	67	66 620	66 620

Note 21 – Instruments dilutifs

Plan d'achat et souscription d'actions

Tous les plans passés sont arrivés à échéance au plus tard dans le courant de l'année 2010, à l'exception des Bons de souscription et acquisition d'actions remboursables liés à l'opération de 2008 :

Bons de Souscription et Acquisition et d'Actions Remboursables

	BSAAR 2008
Date de l'assemblée	27/06/2008
Date du conseil d'administration	27/06/2008
Nombre de bons autorisés	2 655 519
Nombre de bons attribués	2 584 623
Nombre de bons caducs au 31/03/2011	0
Nombre de bons exercés	422
Nombre de bons exerçables au 31/03/2011	0
Nombre total d'actions souscrites	422
Nombre total d'actions pouvant être souscrites	2 584 201
Dont dirigeants	1 100 000
Nombre de personnes concernées	59
Dont dirigeants	2
Date d'exercice des bons	A tout moment à partir du 12/08/2010 jusqu'au 12/08/2014
Date d'expiration des bons	12/08/2014
Prix d'acquisition par bon	0,20 €
Prix de souscription par action	1,80 €

Actions gratuites

L'assemblée générale du 26 juin 2009 a donné une autorisation au Conseil d'administration d'émettre des actions gratuites au profit des salariés de la société. Lors du Conseil d'administration du 23 mars 2010, deux plans d'actions ont été arrêtés et portent respectivement sur 87.000 et 400.000 actions gratuites.

Le nombre d'actions attribuées aux bénéficiaires du premier plan a été ramené à 49.000 actions suite aux départs de salariés.

Au cours du 1er semestre 2012, 149 000 actions gratuites ont été définitivement attribuées aux bénéficiaires de ces plans par prélèvement sur actions Propres.

Les 400.000 actions gratuites, relatives au deuxième plan, se répartissent par fraction de 100.000 actions par année sous condition de la présence du bénéficiaire au 31 décembre 2010 pour la première fois et pour les années suivantes à concurrence de 50.000 sous condition de présence au 31 décembre et de 50.000 actions sous condition de réalisation des objectifs de performance. Au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2012, les 100.000 actions attribuées ont été réduites à 75.000 compte tenu des conditions de performance.

L'assemblée générale du 10 juin 2010 a délégué au Conseil d'administration sa compétence pour procéder à des attributions d'actions gratuites au profit des salariés. Lors du Conseil d'administration du 27 avril 2011, quatre plans d'actions ont été arrêtés et portent respectivement sur 15.000, 66.000, 50.000 et 30.000 actions gratuites. Les bénéficiaires de

ces quatre plans se verront attribués ces actions sous conditions de présence entre le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2013.

Note 22 – Engagements donnés ou reçus

Les montants des contrats de location financement sont comptabilisés au bilan du groupe.

Engagements reçus	30/06/2014	31/12/2013
Facilités de caisse	1 772	1 772
Ligne OSEO (montant maximal autorisé)	5 000	5 000
Lignes de financement non utilisées	9 614	8 650
Ligne Banco Santander 3MBRL	1 000	
Ligne ITAU	900	
Ligne Banque Nationale du Canada 1mCAD	685	682

Engagements donnés	30/06/2014	31/12/2013
Redevances Crédit Bail non échues	néant	néant
Garanties données à Banco Santander	1 000	
Garanties données à Itau	900	
Garanties données à Banque Nationale Du Canada	685	682
Garanties données à Crédit du Nord	2 000	2 000

IV RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2014

RBA SA
5, rue de Prony
75017 Paris

Deloitte & Associés
185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

KEYRUS

Société Anonyme

155, rue Anatole France
92300 Levallois-Perret

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société KEYRUS, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière semestrielle.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 19 septembre 2014

Les Commissaires aux Comptes

RBA SA

Deloitte & Associés

Soly BENZAQUEN

Laurent HALFON

V DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris le 19 septembre 2014

Monsieur Eric Cohen

Président Directeur Général